

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 21 octobre 2016¹

**Documents d'information
SG/Inf(2016)36**

**Bureau de programme du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité à
Bucarest**

**Rapport d'activité du C-PROC pour la période d'octobre 2015 à
septembre 2016**

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion ; il sera déclassifié conformément à la Résolution Res(2001)6 sur l'accès aux documents du Conseil de l'Europe.

Table des matières

Résumé

1	Cadre et objet du présent rapport	5
3	Projets et résultats pour la période d'octobre 2015 à septembre 2016	7
3.1	Aperçu des projets en cours.....	8
3.2	Cybercrime@Octopus	9
3.3	Cybercrime@EAP II – Coopération internationale	10
3.4	Cybercrime@EAP III – Coopération public/privé.....	11
3.5	Projet relatif à l'Action globale sur la cybercriminalité (GLACY)	11
3.6	Projet élargi GLACY+ : Action globale sur la cybercriminalité	14
3.7	Projet iProceeds : Cibler les bénéficiaires de la criminalité exercée sur internet 15	
4	Relations avec le Comité de la Convention Cybercriminalité (T-CY).....	16
5	Relations avec le gouvernement roumain.....	16
6	Aspects administratifs et budgétaires.....	17
6.1	Locaux	17
6.2	Personnel	17
6.3	Aspects budgétaires	18
7	Visibilité.....	19
8	Conclusions	19
9	Annexe: Inventory of activities supported by C-PROC.....	21

Résumé

Le présent rapport a pour objet d'informer le Comité des Ministres des activités du Bureau de programme du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité (C-PROC) à Bucarest, Roumanie, pour la période allant d'octobre 2015 à septembre 2016.

Face à la nécessité de renforcer les capacités en matière de lutte contre la cybercriminalité dans le monde entier, le Comité des Ministres a décidé le 9 octobre 2013 (lors de sa 1180^e réunion), que le Conseil de l'Europe établirait un Bureau de programme sur la cybercriminalité à Bucarest. Opérationnel depuis le 7 avril 2014, le Bureau met en œuvre toutes les activités de renforcement des capacités en matière de lutte contre la cybercriminalité. Il est financé par des ressources extrabudgétaires.

Entre octobre 2015 et septembre 2016, le Bureau a soutenu quelque 120 activités dans le cadre de six projets déployés dans les régions prioritaires d'Europe ainsi que dans des pays d'autres régions du monde qui se sont engagés à mettre en œuvre la Convention de Budapest.

En septembre 2016, les projets en cours mis en œuvre par le Bureau représentaient un budget de plus de 22 millions d'euros. Le Bureau compte une équipe de 18 collaborateurs (en provenance de huit Etats membres différents) et est présidé par le chef de la Division de la cybercriminalité (DG1) qui partage son temps entre Strasbourg et Bucarest.

Le C-PROC est installé dans la Maison des Nations Unies à Bucarest, dans des locaux mis gracieusement à sa disposition par le gouvernement roumain.

L'expérience de l'année passée confirme ce qui suit :

- le Conseil de l'Europe est désormais un chef de file mondial en termes de renforcement des capacités de lutte contre la cybercriminalité et de collecte de preuves électroniques.
- Cela ne tient pas uniquement au volume des projets et des activités. Le Bureau doit aussi son importance et son influence au fait qu'il fait partie intégrante de l'approche du Conseil de l'Europe en matière de lutte contre la cybercriminalité, à savoir le « triangle dynamique » formé par les normes communes (Convention de Budapest sur la cybercriminalité et autres normes), le suivi assuré par le Comité de la Convention Cybercriminalité (T-CY) et les activités de renforcement des capacités menées par le C-PROC. Les synergies entre les activités intergouvernementales du T-CY et celles liées au renforcement des capacités ont été renforcées plus encore entre octobre 2015 et septembre 2016.

- Le Bureau mène, avec efficacité et à moindre coût, un grand nombre d'activités. Les conditions sont réunies pour qu'il s'agrandisse encore pour absorber et gérer des ressources supplémentaires.
- Le Bureau s'avère attractif pour les donateurs. Entre septembre 2015 et septembre 2016, le volume des projets mis en œuvre par le C-PROC est passé d'environ 6 millions à quelques 22 millions d'euros.
- Le gouvernement roumain a respecté ses engagements et mis les locaux gracieusement à disposition du Bureau. Les coûts de fonctionnement de celui-ci sont couverts par les budgets alloués aux projets. Les rémunérations de tous les agents - à l'exception du Chef du Bureau - sont couvertes par les budgets des projets dont ils ont la responsabilité.
- Les autorités compétentes du gouvernement roumain mais aussi d'autres Etats parties à la Convention de Budapest (à l'heure actuelle, l'Estonie, la France, l'Allemagne, la Turquie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis) ainsi que le Centre européen de lutte contre la cybercriminalité d'EUROPOL et INTERPOL sont partenaires des projets du C-PROC qu'ils enrichissent de leurs compétences.

Le Bureau est à la hauteur des attentes liées à sa création. Il est proposé qu'il continue de fonctionner selon les modalités actuelles.

1 Cadre et objet du présent rapport

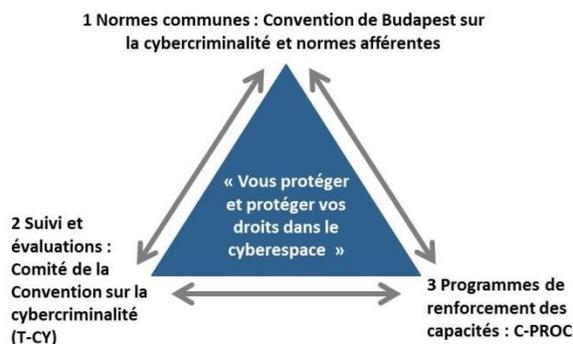
Le présent rapport a pour objet d'informer le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe des activités menées par le Bureau de programme du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité (C-PROC) à Bucarest (Roumanie) pour la période allant d'octobre 2015 à septembre 2016².

La cybercriminalité – autrement dit les infractions commises contre des systèmes informatiques ou au moyen de ces systèmes – constitue désormais une menace grave pour les droits fondamentaux, la démocratie et l'Etat de droit ainsi que pour la paix et la stabilité internationales. Parallèlement, la question de la preuve électronique a pris une nouvelle dimension et a gagné en complexité.

Aujourd'hui, toute infraction – qu'il s'agisse de fraude ou d'attaques visant les médias, les parlements ou les infrastructures publiques, de maltraitance infantile ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, de vol de données à caractère personnel, de racisme et de xénophobie, de blanchiment de capitaux ou de terrorisme – est susceptible d'être liée à la cybercriminalité ou à la preuve électronique.

Pour relever ces défis, le Conseil de l'Europe a développé une approche fondée sur un triangle de trois éléments interdépendants :

- La Convention de Budapest sur la cybercriminalité (STE n° 185) qui a été ouverte à la signature en 2001³ reste, quinze ans plus tard, l'accord international le plus pertinent en la matière. En septembre 2016, [49 Etats sont Parties à cette Convention et 18 autres](#) l'ont signée ou ont été invités à y adhérer.



- Le [Comité de la Convention Cybercriminalité \(T-CY\)](#) procède à des évaluations de la mise en œuvre de la Convention par les Parties, adopte des notes d'orientation et établit des groupes de travail chargés d'apporter des réponses aux nouveaux défis qui se posent. Le T-CY, qui compte actuellement 69 Etats membres et observateurs⁴ et onze organisations observatrices, semble être devenu le principal organe intergouvernemental intervenant dans le domaine de la cybercriminalité au niveau international.

² Pour la période allant d'avril 2014 à septembre 2015 se reporter au document [SG/INF\(2015\)35](#).

³ Complétée par le Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes Informatiques (STE n°189) de 2003.

⁴ 49 Parties, 18 signataires ou Etats invités à adhérer ainsi que la Fédération de Russie et Saint-Marin.

- [Le renforcement des capacités](#) en matière de lutte contre la cybercriminalité est une composante essentielle de l'approche du Conseil de l'Europe depuis 2006, année de lancement de la première phase du projet global sur la cybercriminalité. L'Union européenne, les Nations Unies⁵ ainsi que d'autres instances ont depuis reconnu l'importance qu'il y avait d'aider les pays du monde entier à renforcer les capacités de leur système de justice pénale en matière de lutte contre la cybercriminalité. Depuis début 2013⁶, il est largement admis au sein de la communauté internationale que le renforcement des capacités est un moyen efficace d'aider les sociétés à relever les défis que posent la cybercriminalité et les preuves électroniques.

En 2013, le Conseil de l'Europe a décidé d'augmenter ses propres capacités afin d'être à même d'aider au renforcement des capacités dans le monde. Faisant suite à une offre du premier ministre roumain et à une proposition du Secrétaire Général (SG/Inf(2013)29), les Délégués ont convenu le 9 octobre 2013 (lors de leur 1180^e réunion) que le Conseil de l'Europe établirait un Bureau de programme sur la cybercriminalité à Bucarest en Roumanie.

Le Bureau est devenu opérationnel le 7 avril 2014 à la suite de l'entrée en vigueur d'un protocole d'accord signé entre le Conseil de l'Europe et le ministère roumain des Affaires étrangères.

Cette décision a été prise dans la perspective :

- qu'un Bureau spécialisé permettrait au Conseil de l'Europe de répondre de manière visible et crédible aux besoins accrus des pays du monde entier en matière de renforcement des capacités dans la lutte contre la cybercriminalité ;
- qu'un Bureau de programme qui mettrait en œuvre des projets de manière efficace et à moindre coût favoriserait la levée de fonds ;
- que les activités de renforcement des capacités menées par le Bureau viendraient compléter les activités intergouvernementales du Comité de la Convention Cybercriminalité (T-CY) qui serait toujours géré depuis Strasbourg ;
- que le Bureau serait financé par des ressources extrabudgétaires.

Depuis 30 mois qu'il est opérationnel, le Bureau prouve qu'il est à la hauteur de ces attentes.

⁵ Lors du Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale à Salvador (Brésil) en 2010, des réunions de la Commission de l'ONU pour la prévention du crime et la justice pénale depuis 2010 et à nouveau lors du [Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale](#), tenu à Doha en avril 2015.

⁶ [Rapport](#) de la 2^e réunion du Groupe intergouvernemental d'experts des Nations Unies sur la cybercriminalité

2 Mandat du Bureau⁷

Le Bureau a pour mission d'assurer la mise en œuvre, dans le monde entier, des projets du Conseil de l'Europe visant au renforcement des capacités en matière de lutte contre la cybercriminalité. Cela passe notamment par :

- l'identification des besoins en matière de renforcement des capacités dans la lutte contre la cybercriminalité ;
- des conseils, un soutien et une coordination pour la planification, la négociation et la mise en œuvre en temps voulu des activités ciblées du Conseil de l'Europe en matière de lutte contre la cybercriminalité, y compris les programmes conjoints avec l'Union européenne et d'autres donateurs ;
- l'établissement de partenariats en matière de lutte contre la cybercriminalité avec des organisations du secteur public et privé ;
- la coopération avec les autorités roumaines sur les questions de cybercriminalité ;
- la levée de fonds pour des projets et des programmes spécifiques.

Le Secrétariat du Comité de la Convention Cybercriminalité (T-CY) – et donc le volet intergouvernemental des travaux du Conseil de l'Europe dans le domaine de la cybercriminalité – reste à Strasbourg.

3 Projets et résultats pour la période d'octobre 2015 à septembre 2016

Le C-PROC est ainsi chargé d'aider les pays du monde entier à renforcer les capacités de leur système de justice pénale en matière de lutte contre la cybercriminalité et de collecte de preuves électroniques, sur la base de la Convention de Budapest sur la cybercriminalité et ses normes y afférentes⁸. Le Bureau s'acquitte de sa mission à travers la mise en œuvre de projets de renforcement des capacités.

⁷ SG/Inf(2013)29 et protocole d'accord signé le 15 octobre 2013 entre le Conseil de l'Europe et le gouvernement roumain.

⁸ Comme le Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes Informatiques (STE n°189), la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE n° 108), la Convention de Lanzarote sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (STCE n° 201), la Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme (STCE n° 198), et d'autres.

3.1 Aperçu des projets en cours

Pour la période allant d'octobre 2015 à septembre 2016, le C-PROC a apporté son soutien à quelque 120 activités⁹ au titre des projets suivants :

Intitulé du projet	Durée	Budget	Financement
<u>Cybercrime@Octopus</u> (n° 3021)	jan 2014 – déc 2017	1,8 millions d'euros	Contributions volontaires (Estonie, Japon, Monaco, Roumanie, Royaume-Uni, Etats-Unis et Microsoft)
<u>Cybercrime@EAP II</u> sur la coopération internationale dans les pays du Partenariat oriental (n° 3271)	mai 2015 – oct 2017	800 000 euros	projet conjoint UE/CdE (cadre de coopération programmatique au titre du Partenariat oriental)
<u>Cybercrime@EAP III</u> sur la coopération public/privé dans les pays du Partenariat oriental (n° 3608)	déc 2015 – déc 2017	700 000 euros	projet conjoint UE/CdE (cadre de coopération programmatique au titre du Partenariat oriental)
Projet <u>GLACY</u> relatif à l'Action globale sur la cybercriminalité (n° 2688)	nov 2013 – oct 2016	3,35 millions d'euros	projet conjoint UE/CdE
<u>GLACY+</u> projet élargi Action globale sur la cybercriminalité (n° 3148)	mars 2016 – fév 2020	10 millions d'euros	projet conjoint UE/CdE
Projet <u>iPROCEEDS</u> : cibler les produits de la criminalité exercée sur internet en Europe du Sud-Est et en Turquie (n° 3156)	jan 2016 – juin 2019	5,56 millions d'euros	projet conjoint UE/CdE

En septembre 2016, les projets en cours de mise en œuvre par le C-PROC représentaient un budget cumulé d'environ 22 millions d'euros.

Il s'agit d'une nette augmentation par rapport à septembre 2015, où les projets représentaient un budget d'environ 6 millions d'euros.

Tous ces projets¹⁰ ont été identifiés, développés et négociés et, conformément à son mandat, le C-PROC a réuni les fonds nécessaires à leur financement.

⁹ Voir l'annexe pour la liste des activités.

¹⁰ A l'exception du projet GLACY qui a été développé et signé par la Division de la cybercriminalité avant la création du C-PROC mais dont la mise en œuvre devait être assurée par le Bureau.

3.2 Cybercrime@Octopus

Cybercrime@Octopus est un projet financé par des contributions volontaires. Il vise à apporter une aide concrète aux pays nécessitant un soutien, s'agissant notamment de l'élaboration d'une législation. Des conférences Octopus sont également organisées dans le cadre de ce projet.

Au titre de ce projet, le Bureau a par exemple soutenu l'organisation d'une conférence régionale sur la cybercriminalité pour les pays d'Asie du Sud-Est à Manille (novembre 2015), de réunions sur la cybercriminalité en Inde (décembre 2015, juillet et septembre 2016), un examen documentaire du projet de loi sur la cybercriminalité du Guyana, ou l'élaboration d'une nouvelle loi sur la cybercriminalité au Kenya (février 2016).

Le projet encourage l'établissement de partenariats avec d'autres organisations et permet d'apporter un soutien à leurs travaux. On citera par exemple le cofinancement d'une formation régionale à l'intention des procureurs, organisée au Nigéria par l'Association internationale des procureurs (mai 2016), l'examen du projet de boîte à outils sur la cybercriminalité de la Banque mondiale (juillet à septembre 2016), ou la participation à une réunion régionale de l'Union caribéenne des télécommunications (mars 2016), le Forum mondial sur la Cyber Expertise (mai 2016), ou encore le groupe de travail du Commonwealth sur la cybercriminalité (avril 2016), pour ne citer que quelques initiatives.

Qui plus est, Cybercrime@Octopus a vocation à soutenir le Comité de la Convention Cybercriminalité (T-CY). Le projet a par exemple permis de financer une visite du T-CY en Irlande pour promouvoir la ratification de la Convention de Budapest ainsi qu'une autre de ses visites au Nigéria pour entamer les discussions sur une éventuelle demande d'adhésion du Nigéria. Il a financé la participation d'Etats observateurs aux réunions plénières du T-CY, et – grâce à la contribution financière des Etats-Unis – l'interprétation vers et depuis l'espagnol pour faciliter la participation des pays latino-américains au T-CY. Les agents du C-PROC apportent en outre un soutien logistique aux réunions plénières du T-CY selon les besoins.

Cela témoigne des liens étroits qui existent entre la Convention de Budapest, le T-CY et le C-PROC.

Le projet a jusqu'ici été financé par l'Estonie, le Japon, Monaco, la Roumanie (apport en nature), le Royaume Uni, les Etats-Unis et Microsoft.

D'une manière générale, Cybercrime@Octopus constitue un outil flexible visant à répondre aux besoins, à renforcer la législation, à promouvoir les partenariats multipartites et à soutenir concrètement l'action du T-CY.

La prochaine conférence Octopus sur la coopération dans la lutte contre la cybercriminalité se tiendra à Strasbourg du 16 au 18 novembre 2016 dans le cadre de ce projet. Elle coïncidera avec le 15^e anniversaire de la Convention de Budapest sur la cybercriminalité et se tiendra immédiatement après la réunion plénière du T-CY (14 et 15 novembre).

3.3 Cybercrime@EAP II – Coopération internationale

Le projet Cybercrime@EAP II vise au renforcement des capacités des pays du Partenariat oriental (Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Moldova et Ukraine) en matière de coopération judiciaire et policière internationale dans le domaine de la cybercriminalité et de la preuve électronique.

Il assure directement le suivi des recommandations relatives à l'entraide judiciaire adoptées par le Comité de la Convention Cybercriminalité (T-CY) en décembre 2014.

Les partenaires de ce projet sont l'Estonie, la France, l'Allemagne, la Roumanie et le Centre européen de lutte contre la cybercriminalité d'EUROPOL.

La conférence et les ateliers de lancement du projet ont été organisés à Bucarest en septembre 2015.

Au cours de la première année qui a suivi son lancement, le projet Cybercrime@EAP II a donné lieu à toute une série de réunions régionales destinées à mettre au point des outils et développer des compétences en matière d'entraide judiciaire et à renforcer le rôle des points de contact permanents (24h/24, 7j/7) qui ont permis l'établissement de formulaires types de demande de données et de modèles sur la marche à suivre en la matière. A la lumière de ces éléments, un outil en ligne pour la coopération en ligne a été créé dans le cadre de la communauté Octopus. Cet outil est désormais alimenté et expérimenté dans la pratique. Il devrait être opérationnel fin 2016 et alors mis à la disposition de toutes les Parties à la Convention de Budapest.

On a là un bon exemple du suivi qu'un programme de renforcement des capacités peut donner aux recommandations du T-CY et inversement des bénéfices que les Parties retirent de ce renforcement au même titre que la Convention de Budapest qui voit son efficacité accrue.

Le cycle de réunions régionales ayant pris fin, Cybercrime@EAP II mène désormais une série d'activités internes visant à améliorer les règles et les procédures de la coopération internationale, notamment en opérant une réforme du droit pénal interne dans les pays du Partenariat oriental.

3.4 Cybercrime@EAP III – Coopération public/privé

La coopération public/privé – notamment entre les prestataires de services et les autorités de justice pénale – est essentielle pour avoir accès aux preuves électroniques dans des enquêtes pénales spécifiques, dans le respect des exigences de l'Etat de droit. Lancé en avril 2016 lors d'une conférence régionale à Kiev en Ukraine, le projet Cybercrime@EAP III favorise ce type de coopération.

Les visites qui ont été effectuées dans les six pays partenaires du projet entre avril et juin 2016 ont donné lieu à une étude préliminaire dressant l'état des lieux de la coopération public/privé. Les conclusions de cette étude ont été examinées lors d'une réunion régionale tenue à Minsk (Biélorus) en septembre 2016.

Le projet Cybercrime@EAP III est lui aussi en prise directe avec les travaux du T-CY concernant l'accès aux preuves stockées dans le nuage, la divulgation des données relatives aux abonnés et la coopération avec les prestataires de services nationaux et multinationaux.

Les résultats obtenus dans le cadre de Cybercrime@EAP III et d'autres projets ainsi que le suivi donné aux recommandations du T-CY ont permis l'élaboration d'un outil en ligne favorisant la coopération entre les services de répression et les prestataires de services au sein de la communauté Octopus. Cet outil devrait être disponible avant la fin 2016.

L'accès aux preuves, y compris par l'intermédiaire des prestataires de services, doit être encadré par la loi. Compte tenu des insuffisances observées en la matière dans un certain nombre de pays partenaires du projet, Cybercrime@EAP III soutient donc également la réforme des règles de procédure pénale.

Un atelier national sur le sujet a par exemple été organisé à Kiev en Ukraine en septembre 2016 et une série d'activités de suivi ont été programmées pour remédier aux problèmes persistants qui empêchent une action plus efficace de la justice pénale en matière de cybercriminalité en Ukraine.

3.5 Projet relatif à l'Action globale sur la cybercriminalité (GLACY)

GLACY est un projet conjoint de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe de portée mondiale. Les pays prioritaires sont l'Ile Maurice, le Maroc, les Philippines, le Sénégal, l'Afrique du Sud, le Sri Lanka et les Tonga. Ces pays ont adhéré ou se sont engagés à adhérer (autrement dit, ils ont signé ou ont été invités à adhérer) à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité.

Le projet a débuté en novembre 2013 et prendra fin le 31 octobre 2016. La conférence de clôture se tiendra à Bucarest du 26 au 28 octobre 2016.

Sont partenaires du projet : la France, la Roumanie, la Turquie et le Centre européen de lutte contre la cybercriminalité d'EUROPOL.

GLACY veille à la pleine mise en œuvre de la convention :

- **en aidant les pays à renforcer leur législation en matière de lutte contre la cybercriminalité et de collecte de preuves électroniques conformément à la Convention de Budapest.** Il a d'ores et déjà favorisé l'adhésion de Maurice et du Sri Lanka au traité et apporté son soutien aux réformes menées par le Maroc, l'Afrique du Sud et les Tonga. GLACY a par ailleurs œuvré en faveur de la réforme de la législation relative à la protection des données et à la protection des enfants en ligne. Ce n'est pas un hasard si Maurice, le Maroc et le Sénégal se sont non seulement engagés à mettre en œuvre la Convention de Budapest mais également la Convention 108 relative à la protection des données (Maurice et le Sénégal sont désormais parties au traité et le Maroc a été invité à y adhérer).
- **en organisant des formations à l'intention des services répressifs, en favorisant la coopération interinstitutionnelle et en fournissant des conseils sur la création d'unités spécialisées.** Ces unités en question ont été mises en place dans tous les pays prioritaires à l'exception des Tonga. Les conseils prodigués dans le cadre du projet GLACY ont favorisé la création d'équipes d'intervention en cas d'urgence informatique en Afrique du Sud et aux Tonga. Au Sri Lanka, les formateurs formés dans le cadre de GLACY ont pu dispenser à leur tour une formation à plus de 640 agents des forces de l'ordre dans l'ensemble du pays. Plusieurs outils pratiques ont été élaborés dans le cadre de GLACY, parmi lesquels une version actualisée du Guide concernant les preuves électroniques et un Manuel sur les procédures opérationnelles normalisées applicables aux preuves électroniques.
- **en intégrant des modules portant sur la cybercriminalité et les preuves électroniques dans la formation judiciaire.** GLACY a permis de former les formateurs des instituts de formation judiciaire, d'adapter les cours standardisés aux besoins spécifiques de chaque pays et a favorisé la mise en place de cours pilotes. Les instituts de formation judiciaire de six des sept pays sont désormais à même de dispenser régulièrement des formations sur les questions de cybercriminalité et de preuve électronique. Des efforts supplémentaires sont nécessaires aux Tonga.
- **en promouvant la coopération internationale.** GLACY a aidé les pays prioritaires à assurer le suivi de l'évaluation du T-CY en matière d'entraide judiciaire. Dans la mesure où ces pays sont désormais parties à la convention ou en passe de le devenir, le renforcement des points de contact 24/7 a fait l'objet d'une attention particulière. GLACY a par ailleurs

favorisé la participation d'experts en provenance de pays prioritaires aux réunions du Comité de la Convention Cybercriminalité. Les activités menées comprenaient notamment : un atelier international de formation pour les points de contact 24/7 au Sri Lanka (avril 2016), un atelier portant sur la coopération régionale en Afrique de l'Ouest (pour les pays de la CEDEAO, Sénégal, mai 2016) ou encore le soutien à un atelier régional de l'Association internationale des procureurs des Etats insulaires du Pacifique aux Tonga (février 2016).

- **en mettant en place des mécanismes de partage d'information public / privé et de signalement en matière de cybercriminalité.** A ce titre, des missions de conseil ont été organisées dans le cadre du projet GLACY dans tous les pays prioritaires en vue d'inciter les citoyens à signaler les actes de cybercriminalité aux autorités de justice pénale, d'établir des statistiques pénales sur les affaires ayant donné lieu à enquête, poursuites et jugement, à favoriser le partage d'informations entre les autorités publiques et la mise en place d'équipes d'intervention en cas d'urgence informatique.

Dans un premier temps, GLACY a réalisé une évaluation initiale qui a permis d'établir un rapport de situation pour chacun des sept pays. L'objectif est de terminer par un bilan des progrès accomplis. Des visites d'évaluation finale ont été effectuées entre juillet et septembre 2016. Leurs conclusions seront présentées lors de la conférence de clôture et viendront orienter un ensemble de priorités stratégiques qui seront adoptées par les représentants des pays partenaires du projet GLACY à cette occasion.

Depuis le lancement du projet, Maurice et le Sri Lanka sont devenues parties à la Convention de Budapest. Vraisemblablement trois autres pays au moins devraient devenir parties à la Convention avant la fin 2016.

Les sept pays prioritaires sont désormais des membres actifs ou des observateurs du Comité de la convention cybercriminalité.

Le projet GLACY est un autre exemple illustrant le fonctionnement du « triangle dynamique » formé par la Convention de Budapest, le T-CY et les activités de renforcement des capacités du C-PROC.

Il a permis d'asseoir la crédibilité de la position de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe selon laquelle le renforcement des capacités est le moyen le plus efficace qui soit pour lutter contre la cybercriminalité sur le plan international.

3.6 Projet élargi [GLACY+](#) : Action globale sur la cybercriminalité

Forts de l'expérience du projet GLACY, le Conseil de l'Europe et l'Union européenne ont convenu de le prolonger à travers le projet élargi GLACY+ « Action globale sur la cybercriminalité ».

Techniquement, le projet, qui bénéficie d'un budget de 10 millions d'euros, a démarré en mars 2016 et se poursuivra jusqu'en février 2020.

GLACY+ s'articule autour de trois grands volets :

1. Promouvoir des politiques et des stratégies cohérentes en matière de cybercriminalité et de cybersécurité. Cela suppose le renforcement de la coopération avec d'autres organisations internationales et régionales.
2. Donner les moyens aux forces de police d'enquêter sur les affaires de cybercriminalité et de mettre en place une véritable coopération de police à police ainsi qu'avec les unités spécialisées en cybercriminalité en Europe et dans d'autres régions du monde.
3. Permettre aux autorités judiciaires pénales d'appliquer la législation, d'engager des poursuites et de statuer sur des affaires de cybercriminalité et de coopérer à l'échelon international.

En vertu d'un accord conclu avec le Conseil de l'Europe, INTERPOL interviendra dans la mise en œuvre du volet relatif au renforcement des capacités de la police.

Dans le cadre de GLACY+, la plupart des pays prioritaires du projet GLACY serviront désormais de pôles, partageant leurs expériences avec leurs régions respectives. D'autres pays prioritaires désireux d'adhérer à la Convention de Budapest viendront s'ajouter (comme le Ghana). Contrairement à GLACY, ce nouveau projet apportera également un soutien aux pays latino-américains. La République dominicaine étant déjà partie à la Convention de Budapest, elle sera le premier pays prioritaire et le premier pôle de cette région.

Les visites initiales de planification et d'évaluation ont été effectuées entre juin et septembre 2016. La conférence de clôture du projet GLACY, qui se tiendra du 26 au 28 octobre 2016 à Bucarest, sera également l'occasion de lancer le projet GLACY+.

3.7 Projet iProceeds : Cibler les bénéfiques de la criminalité exercée sur internet

Le projet iPROCEEDS est déployé en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro, en Serbie, dans « l'ex-République yougoslave de Macédoine », en Turquie et au Kosovo¹¹ et a vocation à aider les autorités des pays de la région à renforcer leurs capacités en matière de recherche, de saisie et de confiscation des recettes issues de la criminalité en ligne et de prévention du blanchiment de capitaux sur Internet.

Doté d'un budget de 5,56 millions d'euros, le projet a démarré en janvier 2016 et prendra fin en juin 2019.

Il comporte les volets suivants :

- mise en place de mécanismes publics de signalement ;
- législation ;
- coopération entre les unités cybercriminalité, les structures d'enquête financière et les cellules de renseignements financiers ;
- mécanismes de partage d'information public / privé ;
- formation du personnel judiciaire ;
- coopération internationale.

Le projet iPROCEEDS assure par conséquent le suivi des recommandations de l'étude typologique élaborée en 2012 par Moneyval et le projet global sur la cybercriminalité.

Des visites initiales d'évaluation ont été réalisées en mai 2016 dans toutes les régions concernées par le projet dont les résultats préliminaires ont été présentés lors de la conférence de lancement tenue en juin 2016 dans « l'ex-République yougoslave de Macédoine ».

Ces visites ont été suivies en août et en septembre par une série de missions de conseils à Belgrade, Pristina et Tirana sur la mise en place ou l'amélioration des mécanismes publics de signalement.

Parallèlement, iPROCEEDS coopère avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour la mise en place d'un cours de formation sur les crypto-monnaies à l'intention des juges et des procureurs ainsi qu'avec l'Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs (CEPOL) concernant l'organisation d'un cours de formation pour les services répressifs sur les enquêtes liées au Darknet et aux monnaies virtuelles. Une fois mises au point, iPROCEEDS

¹¹ Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244 du CSNU ainsi qu'à l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

veillera à ce que ces formations soient dispensées dans les zones couvertes par le projet.

Ces cours pourront ensuite être déployés dans le cadre d'autres projets menés par le C-PROC.

4 Relations avec le Comité de la Convention Cybercriminalité (T-CY)

Des agents basés à Strasbourg assurent le fonctionnement du secrétariat du T-CY tandis que le C-PROC gère l'ensemble des activités de renforcement des capacités. Le C-PROC entretient des liens étroits avec le T-CY, le secrétaire exécutif de ce dernier étant également le chef du C-PROC et partageant son temps entre Strasbourg et Bucarest.

Depuis avril 2014, l'expérience révèle de fortes synergies. Les travaux du T-CY alimentent directement les activités de renforcement des capacités, et inversement.

Comme indiqué plus haut, les projets portés par le C-PROC s'inscrivent dans le prolongement des résultats du T-CY. De nombreux membres du T-CY mettent leurs compétences à disposition en intervenant à titre de formateurs ou de conférenciers dans le cadre des activités de renforcement de capacités.

Le Bureau apporte à son tour un soutien au T-CY : la participation au T-CY d'experts supplémentaires venus d'Etats parties et observateurs est en effet financée et organisée dans le cadre des projets menés par le C-PROC.

Entre octobre 2015 et septembre 2016, plusieurs activités du T-CY ont été financées par le budget du projet Cybercrime@Octopus, à l'instar des visites du T-CY en Irlande et au Nigéria. Lors de la plénière du T-CY de mai 2016, l'interprétation en espagnol a pu être assurée grâce à la contribution des Etats-Unis au titre du projet Cybercrime@Octopus.

Par ailleurs, la maintenance du site web du T-CY et des autres ressources en ligne est assurée par des agents rémunérés au titre du projet Cybercrime@Octopus.

5 Relations avec le gouvernement roumain

Le gouvernement roumain a honoré ses engagements découlant de la signature du protocole d'accord en octobre 2013 :

- la loi portant ratification de ce protocole d'accord a fait l'objet d'une procédure accélérée et a été publiée au Journal officiel début avril 2014. Le cabinet du Vice-Premier ministre et le ministère de la Justice sont intervenus pour aider à régler les questions relatives aux locaux et aux aspects juridiques et administratifs ;
- des locaux au sein de la Maison des Nations Unies, emplacement de choix à Bucarest, ont été mis à disposition du Conseil de l'Europe. En 2015, des espaces de bureaux supplémentaires ont été aménagés pour permettre au Bureau de s'agrandir en prévision du lancement de nouveaux projets.

Le ministère de la Justice, la Direction des enquêtes liées au crime organisé et au terrorisme du Bureau du procureur de la Haute Cour de cassation (DIICOT), la police nationale roumaine, l'école nationale de la magistrature et l'équipe d'intervention en cas d'urgence informatique (CERT-RO) s'emploient à développer une coopération étroite avec le Bureau sur les questions de fond et mettent leurs compétences au service des activités du projet.

Le Bureau est régulièrement invité à participer et à intervenir lors des réunions nationales, régionales et internationales sur la cybercriminalité, la cybersécurité, la criminalité organisée et d'autres questions connexes qui se tiennent en Roumanie.

6 Aspects administratifs et budgétaires

6.1 Locaux

Le C-PROC est installé dans la Maison des Nations Unies à Bucarest. Les locaux sont mis gracieusement à disposition par le gouvernement roumain.

Les locaux attribués au Conseil de l'Europe ont été rénovés par le gouvernement roumain avant mars 2014. Le Conseil de l'Europe partage certains espaces, comme la salle de conférence et la réception, avec les agences des Nations Unies. Des agents de sécurité sont mis à disposition par le gouvernement roumain.

En juillet 2015, le Bureau a déménagé du rez-de-chaussée au troisième étage en vue de l'augmentation de ses effectifs.

Le Bureau dispose désormais d'un espace suffisant pour accueillir une équipe de 28 personnes.

6.2 Personnel

Entre octobre 2015 et septembre 2016, l'équipe est passée de 8 à 18 personnes.

En septembre 2016, le Bureau comptait quatre chefs de projet recrutés au niveau international (grade A1/2) et 13 agents recrutés localement (sept chargés de projet de grade B4/5, deux assistants financiers de grade B3 et quatre assistants de projet de grade B2).

Les agents sont originaires de huit Etats membres différents. Ils sont rémunérés à partir des budgets des projets et se consacrent exclusivement à la mise en œuvre des projets.

Comme l'a proposé le Secrétaire Général, le Bureau est présidé par le Secrétaire exécutif du Comité de la Convention Cybercriminalité (qui est aussi le Chef de la Division Cybercriminalité) qui se partage entre Strasbourg et Bucarest. Ce mode de fonctionnement permet de maintenir des liens étroits entre les activités du T-CY et celles du C-PROC.

Deux postes supplémentaires étaient à pourvoir et le processus de recrutement était en cours.

En septembre 2016, une procédure spécifique de recrutement international de chefs de projet était en cours et une liste de réserve devait être publiée avant la fin 2016. Un concours de recrutement local d'assistants de projet était également en cours. Cela signifie que des agents supplémentaires pourraient être recrutés sous peu.

Compte tenu de l'augmentation des effectifs et des ressources, du personnel supplémentaire est nécessaire pour assurer la gestion globale du Bureau. Il a donc été convenu qu'un chef des opérations serait recruté et remplirait également les fonctions de gestionnaire du centre de coût. Le poste sera financé par les frais généraux prévus dans le cadre des projets mis en œuvre par le C-PROC.

6.3 Aspects budgétaires

Tous les coûts du C-PROC, hormis le salaire du Chef du Bureau, sont couverts par des ressources extrabudgétaires :

- les locaux sont mis gracieusement à disposition par le gouvernement roumain ;
- la rémunération de tous les agents – à l'exception de celle du Chef du Bureau – est assurée par les budgets des projets dont ils ont la responsabilité ;
- les achats de mobilier et de matériel informatique ont dans un premier temps été financés par une contribution volontaire du Royaume-Uni et le sont désormais par les budgets affectés aux projets respectifs ;
- les frais de fonctionnement du Bureau sont directement couverts par les lignes budgétaires des projets consacrées aux frais généraux et aux coûts de fonctionnement éligibles au niveau local.

Comme prévu, la mise en œuvre des projets de renforcement de capacités depuis Bucarest se révèle plus rentable et présente un ratio plus favorable entre dépenses opérationnelles et dépenses administratives et de personnel. Entre avril 2014 et septembre 2016, près de 800 000 euros d'économies ont pu être réalisées au niveau des dépenses de personnel et 400 000 euros au niveau des frais de fonctionnement.

Le financement de projets mis en œuvre par le C-PROC s'avère donc attractif pour les donateurs.

7 Visibilité

Le C-PROC permet d'accroître la visibilité du Conseil de l'Europe en matière de cybercriminalité notamment à travers le site web (www.coe.int/cybercrime), en contribuant à la communauté Octopus et à ses outils, en diffusant deux fois par mois depuis mars 2016 un "abstract" des affaires de cybercriminalité et en publiant une lettre d'information trimestrielle Cybercrime@COE Update.

8 Conclusions

Les conclusions que nous pouvons tirer sont les suivantes :

- grâce aux activités du Bureau, le Conseil de l'Europe contribue considérablement au renforcement des capacités en matière de lutte contre la cybercriminalité et de collecte de preuves électroniques dans le monde et s'impose désormais comme un acteur mondial de premier plan dans ce domaine.
- Le Bureau mène de multiples activités avec efficacité et à moindre coût, ce qui le rend attractif aux yeux des donateurs. En septembre 2016, des projets d'un montant de 22 millions d'euros étaient en cours de mise en œuvre. Les ressources extrabudgétaires affectées aux projets ont été pratiquement multipliées par quatre depuis octobre 2015.
- Les projets sont déployés dans les régions prioritaires d'Europe (région du Partenariat oriental, Europe du Sud-Est et Turquie) ainsi que dans les pays d'autres régions du monde qui se sont engagés à mettre en œuvre la Convention de Budapest.
- Au cours des six premiers mois de l'année 2016, l'équipe du Bureau s'est élargie, passant de 8 à 18 personnes et deux postes sont à ce jour encore à pourvoir. Les conditions sont réunies pour que le Bureau s'agrandisse encore, en vue d'absorber et de gérer des ressources supplémentaires.

- Le gouvernement roumain met également son expertise au service du Bureau. Le ministère de la Justice, la Direction des enquêtes liées au crime organisé et au terrorisme du Bureau du procureur de la Haute Cour de cassation (DIICOT), la police nationale roumaine, l'école nationale de la magistrature et l'équipe d'intervention en cas d'urgence informatique (CERT-RO) s'emploient à développer une coopération étroite avec le Bureau, sont partenaires des projets ou s'investissent dans les activités des projets.
- Plusieurs autres Etats (Estonie, France, Allemagne, Turquie, Royaume-Uni et Etats-Unis) ainsi que le Centre européen de lutte contre la cybercriminalité d'EUROPOL et INTERPOL sont également partenaires d'un ou de plusieurs projets.
- L'approche conjuguant normes communes (Convention de Budapest), suivi assuré par le T-CY et activités de renforcement de capacités menées par le C-PROC, a clairement démontré son efficacité au cours de l'année passée. Les projets de renforcement des capacités du C-PROC s'inscrivent dans le prolongement des résultats du Comité de la Convention Cybercriminalité (T-CY), contribuent aux travaux du T-CY et encouragent les adhésions à la Convention de Budapest. Les synergies entre les travaux intergouvernementaux du T-CY et les activités de renforcement des capacités se sont renforcées depuis la création du Bureau.

Le Bureau est par conséquent à la hauteur des attentes suscitées par sa création. Il est proposé qu'il continue de fonctionner selon les modalités actuelles.

9 Annexe: Inventory of activities supported by C-PROC

Avril 2014

Cybercrime@Octopus	Atelier sur la législation relative à la cybercriminalité en Amérique latine, Mexico, 31 mars-2 avril
Cybercrime@Octopus	Soutien à une mission d'assistance technique de l'Organisation des Etats américains (OEA) en Colombie, Bogota, 1-4 avril
Cybercrime@Octopus	Soutien à un atelier régional de l'OEA sur la cybersécurité, San José (Costa Rica), 3-4 avril
Cybercrime@Octopus	Soutien à la conférence « Cadres juridiques des TIC – Renforcer les capacités et appliquer la réglementation », Saint-Julien (Malte), 21-26 avril
GLACY	Visite d'évaluation des besoins aux Tonga, Nuku'alofa, 28 avril-2 mai

Mai 2014

GLACY	Atelier sur les stratégies de formation des services répressifs pour les pays participant à GLACY (organisé en coopération avec le Centre européen de lutte contre la cybercriminalité (EC3) à Europol), La Haye (Pays-Bas), 12-16 mai
Cybercrime@EAP	Atelier sur les stratégies de formation des services répressifs pour les pays participant au Partenariat oriental (organisé en coopération avec le Centre européen de lutte contre la cybercriminalité (EC3) à Europol), La Haye, (Pays-Bas), 12-16 mai
Cybercrime@Octopus	Manifestation parallèle sur le <u>renforcement des capacités de lutte contre la cybercriminalité</u> à la Commission de l'ONU pour la prévention du crime et la justice pénale, Vienne (Autriche), 14 mai
Cybercrime@Octopus	Contribution à l'atelier régional sur la cybercriminalité organisé par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Kampala (Ouganda), 27-28 mai
T-CY	Contribution au Groupe Pompidou : Groupe de travail sur la cybercriminalité, Strasbourg, 14-15 mai
T-CY	Sous-groupe <i>ad hoc</i> du T-CY sur la compétence et l'accès transfrontalier aux données et flux de données, Strasbourg, 27-28 mai
C-PROC	Contribution à une conférence régionale des ministres de la Justice et de l'Intérieur organisée dans le cadre du <u>Processus de coopération en Europe du Sud-Est (SEECF)</u> à Bucarest (Roumanie), 29 mai

Juin 2014

GLACY	Atelier sur les stratégies de formation des magistrats pour les pays participant au projet GLACY (organisé en coopération avec l'Institut national de la magistrature de Roumanie), Bucarest, 2-3 juin
Cybercrime@EAP	Atelier sur les stratégies de formation des magistrats pour les pays participant au Partenariat oriental (organisé en coopération avec l'Institut national de la magistrature de Roumanie), Bucarest, 2-3 juin

Cybercrime@Octopus	Contribution à un atelier sur la cybercriminalité et conseils concernant la législation sur la cybercriminalité en Jordanie, 4-5 juin
Cybercrime@Octopus	Conseils législatifs apportés à l'Equateur, à la Jamaïque, au Kenya et à la Mauritanie, mai/juin
T-CY	<u>11^e réunion plénière du T-CY</u> , Strasbourg, 17-18 juin
Cybercrime@Octopus	<u>Conférence sur les sauvegardes de l'article 15 et l'accès de la justice pénale aux données</u> , Strasbourg, 19-20 juin
C-PROC	Réunion de planification du projet à Interpol, Singapour, 26 juin
C-PROC	Discussion sur les futurs projets de renforcement des capacités avec le SEAE et la DG Coopération internationale et développement, Bruxelles, 11 juin
C-PROC	<u>Ouverture officielle du Bureau du programme</u> , Bucarest (Roumanie), 2 juin
C-PROC	Contribution à une conférence régionale sur la cybersécurité organisée dans le cadre du Processus de coopération en Europe du Sud-Est (SEECF), 23 juin

Août 2014

GLACY	<u>Renforcement des capacités à Maurice - conférence et ateliers</u> , Port-Louis (Maurice), 11-14 août
-------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------

Septembre 2014

GLACY	Formation Federal Computer Crime Unit – Police fédérale belge, Bruxelles (Belgique), 8-19 septembre
Cybercrime@Octopus	Contribution au <u>Forum 2014 de la gouvernance de l'internet</u> à Istanbul (Turquie), 2-5 septembre
T-CY	Contribution à la <u>Conférence internationale sur le terrorisme et le crime organisé</u> , Málaga (Espagne), 25-26 septembre
C-PROC	<u>Visite au Bureau du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité (C-PROC)</u> de Mme Anne Brasseur, présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, 5 septembre
GLACY	Formation judiciaire de formateurs : préparation d'un schéma, Montpellier (France), 8-10 septembre
GLACY	Etude documentaire sur des modifications du Code pénal et du Code de procédure pénale marocains actuels dans le sens de la Convention de Budapest

Octobre 2014

GLACY	<u>Conférence sur la cybercriminalité Interpol-Europol</u> , Singapour, 1-3 octobre
GLACY	Formation Computer Crime Unit – Police fédérale belge, Bruxelles (Belgique), 13-17 octobre
T-CY	Réunion du Bureau et du Sous-groupe <i>ad hoc</i> du T-CY sur la compétence et l'accès transfrontalier aux données et flux de données, Strasbourg, 7-9 octobre

Novembre 2014

Cybercrime@Octopus	Contribution au <u>Sommet 2014 sur la cybersécurité</u> organisé par Deutsche Telekom et la Conférence sur la sécurité de Munich, Bonn (Allemagne), 3 novembre 2014
GLACY	Visite d'évaluation des besoins au Sri Lanka, Colombo (Sri Lanka), 10-14 novembre
GLACY	Session de formation pour les policiers premiers répondants et Atelier sur la stratégie de formation des services de poursuite, Pretoria (Afrique du Sud), 17-21 novembre
GLACY	Formation judiciaire initiale pour formateurs, Rabat (Maroc), 24-28 novembre
GLACY	Formation judiciaire initiale pour formateurs, Atelier sur la stratégie de formation des services de poursuite et Atelier sur la coopération interservices, Manille (Philippines), 24-28 novembre
Cybercrime@EAP	<u>Renforcement des capacités des pays du Partenariat oriental en matière de cybercriminalité</u> , Chisinau (Moldova), 12-14 novembre
Cybercrime@Octopus	Contribution à la réunion stratégique d'Eurojust sur la cybercriminalité, La Haye, (Pays-Bas) 19-20 novembre
Cybercrime@Octopus	Contribution à la <u>Conférence internationale sur le cyberdroit, la cybercriminalité et la cybersécurité</u> à New Dehli (Inde), 20 novembre
Cybercrime@Octopus	Contribution au renforcement de la législation anti-cybercriminalité dans le contexte de l'établissement d'une Politique nationale de sécurité de l'Information (ANIS) dans la République islamique d'Afghanistan, novembre
C-PROC	Visite d'experts des services répressifs de la Jordanie au C-PROC, Bucarest, 18 novembre
C-PROC	Visite du chef de la Mission permanente de la Norvège auprès du Conseil de l'Europe au C-PROC, Bucarest, 28 novembre
C-PROC	Visite de la délégation du Projet Proteus au C-PROC, Bucarest, 28 novembre

Décembre 2014

GLACY	Réunion du Comité directeur du projet GLACY, Strasbourg (France), 1 ^{er} décembre
GLACY	Formation judiciaire initiale pour les formateurs, Dakar (Sénégal), 8-12 décembre
GLACY	Atelier sur la stratégie de formation des services répressifs, Rabat (Maroc), 15-16 décembre
Cybercrime@Octopus	Remise d'un rapport comparatif sur les lois modèles en matière de cybercriminalité, Strasbourg, 2-3 décembre
T-CY	12 ^e réunion plénière du T-CY, Strasbourg, 2-3 décembre
Cybercrime@Octopus	Contribution au <u>Sommet mondial sur le cyberspace</u> organisé par l'Institut Est-Ouest, Berlin (Allemagne), 3-5 décembre

Janvier 2015

GLACY	Formation judiciaire de formateurs (activité 3.4), Port-Louis (Maurice), 26-30 janvier
-------	----------------------------------------------------------------------------------------

GLACY	Formation judiciaire (formation judiciaire continue) (activité 3.4), Limpopo (Afrique du Sud), 19-20 janvier
Cybercrime@Octopus	Participation à un groupe de réflexion sur la cybercriminalité au Forum international de la cybersécurité, Lille (France), 20 janvier
Cybercrime@Octopus	Réunion sur le thème « Confiance, données et souveraineté nationale : solutions pour un monde connecté », organisée par le Centre d'études de la politique européenne (CEPS), Bruxelles
Cybercrime@Octopus	Participation à un réseau transnational de politiques : Table ronde Etats-Unis-UE sur la compétence nationale et les flux de données numériques, Bruxelles, 20 janvier
GLACY	Création de Cybercrime Wiki et renforcement de la communauté Octopus, Strasbourg

Février 2015

GLACY	Création de Cybercrime Wiki et renforcement de la communauté Octopus
Cybercrime@Octopus	Participation à la Conférence CYBER NEEDS organisée par la Commission européenne et l'Institut d'études de sécurité de l'UE, Bruxelles, (Belgique), 23-24 février 2015
GLACY	Adaptation de supports de formation judiciaire au niveau national (activité 3.3), Rabat (Maroc), 26-27 février
GLACY	Conseil sur la législation sud-africaine en matière de cybercriminalité (étude documentaire et conseil à distance)
GLACY	Conseil sur la législation des Tonga en matière de cybercriminalité (étude documentaire et conseil à distance)

Mars 2015

Cybercrime@Octopus	Participation à l'élaboration d'une stratégie nationale pour la sécurité du cyberspace (événement organisé par l'OEA), San José (Costa Rica), 2-3 mars
GLACY	Audit et mise en œuvre de la formation judiciaire initiale (activité 3.6) et atelier sur la Convention de Budapest, Manille (Philippines), 9-13 mars
Cybercrime@Octopus	Réunion sur le projet de loi relative à la cybercriminalité, ville de Panama (Panama), 4-5 mars 2015
Cybercrime@Octopus	Atelier sur les projets de loi sur la cybercriminalité de la République islamique de Mauritanie, Nouakchott (Mauritanie), 9-10 mars
Cybercrime@Octopus	Participation à l'événement « Approche stratégique de la cybercriminalité – Défis futurs dans la lutte contre la criminalité sur internet », Jūrmala (Lettonie), 25-27 mars
GLACY	Conférence internationale à l'intention des responsables politiques et des décideurs (activité 1.3), Colombo (Sri Lanka), 26-27 mars
GLACY	Atelier sur l'adaptation des supports de formation (activité 3.3), Dakar (Sénégal), 30-31 mars
Cybercrime@Octopus	Participation à l'atelier sur la coopération internationale contre la cybercriminalité organisé par la Fondation Diplo en vue du Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime, Genève (Suisse), 30 mars

Avril 2015

Cybercrime@Octopus	Participation à l'atelier Innovation et cybercriminalité : les défis de la transformation numérique en Europe, Montpellier (France), 8-9 avril
Cybercrime@Octopus	Participation au <u>Treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale</u> , avec manifestation parallèle sur le renforcement des capacités, Doha (Qatar), 12-19 avril
GLACY	Audit et mise en œuvre de la formation judiciaire initiale (activité 3.6), Rabat (Maroc), 13-16 avril
GLACY	Atelier de formation sur le rôle des services de poursuite dans la coopération internationale (activité 5.4), Afrique du Sud, 22-23 avril
GLACY	Formation à l'attention des conseillers juridiques du Secrétariat général du gouvernement (activité 2.2), Rabat (Maroc), 27-30 avril
GLACY	Formation judiciaire et formation des services répressifs (activités 3.4, 4.4 et 6.2), Nuku'alofa (Tonga), 24 avril-1 mai

Mai 2015

GLACY	Formation judiciaire initiale (magistrats des juridictions régionales et de district) (activité 3.4), Johannesburg (Afrique du Sud), 18-21 mai
GLACY	Législation sur la cybercriminalité : mission d'évaluation des besoins et atelier au Myanmar (activité 2.2), Myanmar, 18-19 mai
Cybercrime@Octopus	Contribution au cours du Collège européen de police (CEPOL) sur la lutte contre la fraude à la carte bancaire, Bucarest (Roumanie), 12-15 mai
Cybercrime@Octopus	Participation à la 43e Conférence régionale européenne d'Interpol, Bucarest (Roumanie), 19-21 mai
Cybercrime@Octopus	Soutien au Forum africain sur la protection des données, Dakar (Sénégal), 19-20 mai
Cybercrime@Octopus	Atelier TAIEX sur la cybercriminalité et réunions consacrées à la législation sur la cybercriminalité en Jordanie, Amman (Jordanie), 19-21 mai
Cybercrime@Octopus	Soutien à l'organisation de l'atelier des parties prenantes « Législation afghane sur la cybercriminalité », Istanbul (Turquie), 31 mai-4 juin

Juin 2015

Cybercrime@Octopus	Participation au Dialogue européen sur la gouvernance de l'internet, Sofia (Bulgarie), 5 juin
GLACY	Participation à la <u>13^e réunion plénière du T-CY</u> , Strasbourg (15-16 juin), à la Conférence Octopus (17-19 juin) et à la réunion du comité directeur (19 juin)
CyberCrime@EAP II	Participation à la <u>13^e réunion plénière du T-CY</u> , Strasbourg (15-16 juin), à la Conférence Octopus (17-19 juin) et à une réunion de planification des projets (19 juin)
Cybercrime@Octopus	<u>Conférence Octopus 2015</u> , Strasbourg, 17-19 juin
GLACY	Atelier sur les procédures standard de fonctionnement, Pretoria (Afrique du Sud), 23-26 juin
Cybercrime@Octopus	Evaluation (étude documentaire) de la législation actuelle du Surinam au regard des dispositions de la Convention de Budapest

Juillet 2015

Cybercrime@Octopus	Contribution au Forum sur la cybersécurité du COMESA (Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe) et réunions bilatérales avec les autorités du Kenya, Nairobi, 2-3 juillet
GLACY	Formation judiciaire initiale à l'attention des magistrats, Pretoria (Afrique du Sud), 13-17 juillet
GLACY	Formation judiciaire initiale à l'attention des magistrats, Clark (Philippines), 13-17 juillet
GLACY	Session de formation pour les policiers premiers répondants, Clark (Philippines), 13-17 juillet
GLACY	Formation initiale pour les services de conseil juridique au gouvernement, Manille (Philippines), 20-24 juillet
GLACY	Atelier sur la coopération internationale en matière de cybercriminalité et de preuves électroniques, Clark (Philippines), 14-15 juillet

Août 2015

GLACY	Visite d'étude du ministère philippin de la Justice à Ankara (Turquie), 17-20 août
Cybercrime@Octopus	Coorganisation du <u>Sommet sur la cybersécurité de l'ASSOCHAM</u> et réunions bilatérales avec les autorités indiennes, New Delhi (Inde), 25-26 août
GLACY	Session de formation pour les policiers premiers répondants, Maurice, 17-21 août
Cybercrime@Octopus	Soutien à l'atelier régional sur la législation en matière de cybercriminalité dans les pays du Pacifique, organisé par le ministère étatsunien de la Justice, Fidji, 17-19 août
GLACY	Conseil sur la législation des Tonga en matière de cybercriminalité, Nuku'alofa, 24-28 août

Septembre 2015

Cybercrime@Octopus	Participation à la conférence régionale « Partenariats régionaux dans la lutte contre le crime organisé », Mamaia (Roumanie), 4 septembre
GLACY	Formation des juges de la Cour suprême, Port-Louis (Maurice), 3-4 septembre
GLACY	Session de formation pour les policiers premiers répondants, Dakar (Sénégal), 7-11 et 14-18 septembre
GLACY	Session de formation pour les policiers premiers répondants, Kenitra (Maroc), 20-23 septembre
CyberCrime@EAP II	« <u>Améliorer la coopération internationale sur la cybercriminalité dans la région du Partenariat européen</u> », réunion internationale et lancement du projet CyberCrime@EAP II, Bucarest, 9-11 septembre
CyberProceeds@IPA	Atelier de planification du projet CyberProceeds@IPA sur la confiscation des produits de la criminalité en ligne en Europe du Sud-Est, Bucarest, 14-15 septembre
GLACY	Soutien à la formation des magistrats régionaux et de district, Afrique du Sud, 14-19 septembre
GLACY	Atelier et conseil sur la mise en place d'une Equipe de réponse aux attaques Informatiques, Pretoria (Afrique du Sud), 21-25 septembre

GLACY	Formation judiciaire avancée – module pilote, Maurice, 21-25 septembre
GLACY/ CyberCrime@EAP II	Participation d'experts de pays du projet GLACY et du Partenariat oriental à la Conférence annuelle Europol/Interpol sur la cybercriminalité, La Haye (Pays-Bas), 30 septembre-2 octobre

octobre 2015

CyberCrime@EAP II	Évaluation Cyber-sécurité Moldova (octobre 2015)
GLACY	Soutien à l'Afrique du Sud pour l'élaboration de Procédures opérationnelles standard concernant la preuve électronique, Johannesburg, Afrique du Sud, 14 octobre

novembre 2015

Cybercrime@Octopus and GLACY	Conférence régionale sur les stratégies en matière de cybercriminalité et de cyber-sécurité, Manille, Philippines, 11-12 novembre
CyberCrime@EAP II	Atelier sur la réforme de la législation, Minsk, Belarus, 11-12 novembre
Cybercrime@Octopus	Conférence internationale sur le cyber-droit, la cybercriminalité et la cyber-sécurité à New Delhi, Inde, 19 novembre
CyberCrime@EAP II and GLACY	Participation à l'audition (Hearing) du Groupe des représentants des services répressifs concernant la preuve dans le Cloud, Strasbourg, France, 30 novembre
GLACY	Formation de formateurs pour les premiers intervenants, Colombo, Sri Lanka, 4-8 novembre
GLACY	Participation au Forum mondial sur la Cyber Expertise (GFCE) : réunion internationale de lancement, La Haye, Pays-Bas, 2-3 novembre.
GLACY	Réunion de représentants des services répressifs africains, Dakar, Sénégal, 23-24 novembre

décembre 2015

CyberCrime@EAP II	Participation à la 14e réunion plénière du Comité de la Convention sur la cybercriminalité , Strasbourg, France, 1-2 décembre et à la réunion du Comité directeur EAP le 3 décembre
Cybercrime@Octopus	Accès aux données électroniques à des fins policières : entraide judiciaire et difficultés concernant la cybercriminalité dans la coopération UE/États-Unis – Londres, R.-U., 11 décembre
CyberCrime@EAP II	« Améliorer la coopération internationale en matière de lutte contre la cybercriminalité dans les pays du Partenariat oriental », Tbilissi, Géorgie, 14-16 décembre
CyberCrime@EAP II	« Protection de la liberté sur l'internet par le biais d'une législation et d'arrangements prévoyant un dialogue entre les diverses parties prenantes en Géorgie », Forum sur la gouvernance de l'internet consacré aux droits de l'homme sur internet, Tbilissi, Géorgie, 14-15 décembre
Cybercrime@Octopus	10 ^e Sommet annuel d'information NASSCOM – DSCI sur la sécurité 2015, New Delhi, Inde, 16-17 décembre
GLACY	Participation à la 14e réunion plénière du Comité de la Convention sur la cybercriminalité, Strasbourg, France, 1-2 décembre et à la 4 ^e réunion du Comité directeur du GLACY le 3 décembre

GLACY	Formation judiciaire avancée pour formateurs, Rabat, Maroc, 7-10 décembre
-------	---------------------------------------------------------------------------

janvier 2016

GLACY	Mission consultative au Sri Lanka sur les systèmes de rapports sur la cybercriminalité et la coopération interinstitutionnelle/public-privé , Colombo, Sri Lanka, 12-14 janvier
GLACY	Formation judiciaire avancée et soutien à la mise en œuvre de la formation judiciaire initiale, Johannesburg (Afrique du Sud), 11-15 janvier.
iPROCEEDS	Réunion de planification pour les projets régionaux IPA, La Haye, Pays-Bas, 21 janvier
GLACY	Rédaction du gros du texte du Manuel de formation sur la coopération internationale en matière de cybercriminalité et de preuve électronique et intégration des contributions écrites d'autres auteurs, janvier-février 2016

février 2016

GLACY	Réunion du groupe d'experts sur l'élaboration des procédures opérationnelles normalisées relatives à la criminalistique informatique, Bucarest (Roumanie), 2-4 février.
GLACY	Soutien à la réalisation de la formation judiciaire initiale, Dakar (Sénégal), 8-11 février
GLACY	Session de formation sur la criminalistique informatique en direct pour le Sri Lanka, en collaboration avec Computer Emergency Response Team (CERT) Roumanie, Colombo, Sri Lanka, 8-10 février
GLACY	Visite d'étude d'une délégation des Tonga au centre d'alerte et de réponse aux attaques informatiques (CERT) de Colombo (Sri Lanka), 11-12 février
GLACY	Soutien à la Birmanie dans le cadre de la préparation de législations sur la cybercriminalité et la preuve électronique, revue documentaire, février – mars
Cybercrime@Octopus	Assistance technique au Kenya pour élaborer la première ébauche du nouveau projet de loi national « Informatique et cybercriminalité », Mombasa (Kenya), 16-19 février
GLACY	Mission de conseil sur le système de signalement de la cybercriminalité au Tonga, Nuku'alofa, Tonga, 22-23 février
GLACY	Soutien à l'organisation de la formation et au réseau pour la justice pénale de la région Pacifique en matière de cybercriminalité, Nuku'Alofa (Les Tonga), 24-26 février
Cybercrime@Octopus	Mission confiée au Comité de la Convention Cybercriminalité (T-CY) d'engager un dialogue avec le gouvernement nigérian concernant l'adhésion à la Convention de Budapest, Abuja, Nigéria, 25-26 février

mars 2016

GLACY+	Réunion de planification des équipes du Conseil de l'Europe et d'INTERPOL, Bucarest (Roumanie), 11-12 mars
Cybercrime@Octopus	Participation à la réunion des parties prenantes des Caraïbes sur la cyber-sécurité et la cybercriminalité (CSM II), Ste. Lucie, 16-18 mars

GLACY	Deuxième atelier international sur l'adaptation et la mise à jour du Guide concernant les preuves électroniques, grâce à l'élaboration de procédures opérationnelles normalisées relatives à la criminalistique informatique (avec tous les pays participant au projet GLACY), Port-Louis, Maurice, 21-23 mars
GLACY	Atelier sur les stratégies de formation des forces de l'ordre, Port-Louis, Ile Maurice, 24 mars
GLACY	Visite d'étude d'une délégation des Tonga au Centre d'alerte et de réponse aux attaques informatiques (CERT), Port Louis, Ile Maurice, 24-25 mars
GLACY	Mission consultative sur les systèmes de signalement de la cybercriminalité, combinée à un atelier sur les systèmes de signalement et la coopération interinstitutionnelle, Dakar (Sénégal), 30 mars-1 avril.
CyberCrime@EAP III	Country visit for analysing the situation with public-private cooperation on cybercrime and electronic evidence Visite d'évaluation sur la coopération public/privé Kiev, Ukraine, 31 mars-1er avril
GLACY	Formation de formateurs/Formation judiciaire initiale pour les juges, Colombo, Sri Lanka, 31 mars– 3 avril

avril 2016

CyberCrime@EAP II	3 ^{ème} réunion sur Improving the international cooperation on cybercrime and the public/private cooperation on cybercrime and electronic evidence in the Eastern Partnership region , Kiev, Ukraine, 4-5 avril 3 ^{ème} Réunion sur l'« amélioration de la coopération internationale en matière de cybercriminalité dans les pays du partenariat oriental », Kiev, Ukraine, 4-5 avril (lien vers l'anglais)
GLACY	Formation judiciaire initiale pour les procureurs, Colombo, Sri Lanka, 5-6 avril
CyberCrime@EAP III	Lancement du projet CyberCrime@EAPIII et première réunion internationale sur l'amélioration de la coopération public/privé dans les domaines de la cybercriminalité et de la preuve électronique dans le partenariat oriental, Kiev, Ukraine, 6-7 avril
Cybercrime@Octopus	Évaluation de la situation actuelle du cadre juridique de la Guyane en ce qui concerne la Convention de Budapest, 9-10 avril
GLACY	Intégrer la cybercriminalité dans les programmes nationaux de formation judiciaire , (avec la participation de tous les pays GLACY), Johannesburg, Afrique du Sud, 11-13 avril
GLACY	Formation pour les premiers intervenants, Gendarmerie du Maroc, Rabat, Maroc, 11-14 avril
CyberCrime@EAP III	Visite d'évaluation sur la coopération public/privé en matière de coopération sur la cybercriminalité et la preuve électronique , Erevan, Arménie, 13-15 avril
Cybercrime@Octopus	Participation à la réunion du Groupe d'experts sur le passage en revue de la Loi-modèle du Commonwealth relative aux infractions informatiques et commises par le biais de l'informatique (Group of Experts on the Review of the Commonwealth Model Law on Computer and Computer Related Crime), Londres, R.U., 13-15 avril

iPROCEEDS	Initial country visit to meet with the relevant national stakeholders Visite d'évaluation concernant le flux d'argent criminel sur Internet : Première visite de pays pour y rencontrer les parties prenantes nationales pertinentes en vue de rassembler des informations puis de préparer un rapport général de situation, Belgrade, Serbie, 14-15 avril
iPROCEEDS	Rédaction d'un rapport initial de situation pour chaque pays et pour la région tout entière, sur leurs capacités actuelles en ce qui concerne les sept résultats du projet ; visites dans les sept pays/régions du projet ; participation et présentation du projet de rapport durant l'évènement de lancement du projet, 14 avril – 15 juillet
GLACY	atelier sur les stratégies de formation des forces de l'ordre et des magistrats, Rabat, Maroc, 15 avril
iPROCEEDS	Initial country visit to meet with the relevant national stakeholders Visite d'évaluation concernant le flux d'argent criminel sur Internet : Première visite de pays pour y rencontrer les parties prenantes nationales pertinentes en vue de rassembler des informations puis de préparer un rapport général de situation, Podgorica, Monténégro, 18-19 avril
CyberCrime@EAP III	Visite d'évaluation sur la coopération public/privé en matière de coopération sur la cybercriminalité et la preuve électronique , Tbilissi, Géorgie, 18-20 avril
Cybercrime@Octopus	Visite du T-CY en vue de soutenir le processus de ratification, Dublin, Irlande, 21-22 avril
GLACY	Réunion de travail avec l'ECTEG sur les supports pédagogiques et les formateurs dans les projets de consolidation de capacités CdE/UE, La Haye, Pays-Bas, 20 avril
iPROCEEDS	Initial country visit to meet with the relevant national stakeholders Visite d'évaluation concernant le flux d'argent criminel sur Internet : Première visite de pays pour y rencontrer les parties prenantes nationales pertinentes en vue de rassembler des informations puis de préparer un rapport général de situation, Skopje, « ex-République yougoslave de Macédoine » 21-22 avril
GLACY	Atelier international et formation pour les points contacts 24/7 des pays du GLACY (International workshop and training for 24/7 points of contact of the GLACY countries) (avec la participation de tous les pays GLACY), Colombo, Sri Lanka, 25-27 avril

mai 2016

GLACY	Mission de conseil sur les systèmes de signalement, combinée à un atelier par pays sur la base juridique pour une coopération interservices et à un atelier sur la coopération des secteurs public/privé en matière de cybercriminalité, Johannesburg, Afrique du Sud, 2-3 mai
GLACY	Formation judiciaire avancée, Dakar (Sénégal), 2-4 mai
iPROCEEDS	Initial country visit to meet with the relevant national stakeholders Visite d'évaluation concernant le flux d'argent criminel sur Internet : Première visite de pays pour y rencontrer les parties prenantes nationales pertinentes en vue de rassembler des informations puis de préparer un rapport général de situation, Sarajevo, Bosnie-Herzégovine, 5-6 mai

iPROCEEDS	Initial country visit to meet with the relevant national stakeholders Visite d'évaluation concernant le flux d'argent criminel sur Internet : Première visite de pays pour y rencontrer les parties prenantes nationales pertinentes en vue de rassembler des informations puis de préparer un rapport général de situation, Tirana, Albanie, 9-10 mai
GLACY	Amélioration de la coopération internationale sur la cybercriminalité et la preuve électronique en Afrique de l'Ouest , Dakar, Sénégal, 9-11 mai
iPROCEEDS	Participation à la Réunion de programmation de l'IPA sur la sécurité dans les Balkans de l'Ouest, Tirana, Albanie, 10-12 mai
CyberCrime@EAP III	Country visit for analyzing the situation with public/private cooperation on cybercrime and electronic evidence , Minsk, Belarus, 11-13 mai Visite d'évaluation sur la coopération public/privé
iPROCEEDS	Initial country visit to meet with the relevant national stakeholders Visite d'évaluation concernant le flux d'argent criminel sur Internet : Première visite de pays pour y rencontrer les parties prenantes nationales pertinentes en vue de rassembler des informations puis de préparer un rapport général de situation, Ankara, Turquie, 12-13 mai
CyberCrime@EAP III	Country visit for analyzing the situation with public/private cooperation on cybercrime and electronic evidence , Visite d'évaluation sur la coopération public/privé Chisinau, Moldova, 16-18 mai
iPROCEEDS	Initial country visit to meet with the relevant national stakeholders Visite d'évaluation concernant le flux d'argent criminel sur Internet : Première visite de pays pour y rencontrer les parties prenantes nationales pertinentes en vue de rassembler des informations puis de préparer un rapport général de situation, Pristina, Kosovo ^{*12} , 19-20 mai
Cybercrime@Octopus	1st International Conference on the Internet, Cyber Security and Information Systems , Gaborone, Botswana, 17-20 mai
GLACY/iPROCEEDS/ CyberCrime@EAP II, III	Participation à la 15 ^e réunion plénière du Comité de la Convention sur la cybercriminalité et à l'échange de vues avec les organisations de la protection des données, Strasbourg, 23-25 mai
Cybercrime@Octopus	Session de formation sur la Convention de Budapest durant la Formation sur la cybercriminalité IAP-ECOWAS pour les procureurs et enquêteurs, soutenue par le Conseil de l'Europe, Abuja, Nigéria, 24-26 mai
GLACY	5 ^e Réunion du Comité directeur du projet, Strasbourg, 26 mai
GLACY	Mission consultative sur les systèmes de signalement de la cybercriminalité, et atelier sur les systèmes de signalement et la coopération interinstitutionnelle et coopération public/privé, Tonga, 30-31 mai

juin 2016

GLACY	Participation in the Annual Meeting of the Global Forum on Cyber Expertise (GFCE) , Washington DC, USA, 1-2 juin
GLACY/GLACY+	GLACY Progress review meetings and updated situation reports and GLACY+ initial assessment mission , Nuku'Alofa, Tonga, 1-3 juin

¹² Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution n°1244 du Conseil de sécurité des Nations-Unies et à l'avis de la Cour internationale de Justice sur la Déclaration d'indépendance du Kosovo.

GLACY	Initiative de sensibilisation sur les questions de cybercriminalité pour la police nationale et atelier national sur les stratégies de formation pour les services de police, Dakar, Sénégal, 1-3 juin
GLACY	Participation à la 13^e réunion régionale S'attaquer au crime organisé en Europe du Sud-Est , Predeal, Roumanie, 8 juin
CyberCrime@EAP III	Country visit for analyzing the situation with public-private cooperation on cybercrime and electronic evidence Visite d'évaluation sur la coopération public/privé Bakou, Azerbaïdjan, 8-10 juin
iPROCEEDS	Launching conference, the first steering committee meeting and two regional workshops on public/private information sharing and international cooperation , Conférence de lancement, première réunion du Comité directeur et deux ateliers régionaux sur le partage d'information public/privé et la coopération internationale, Ohrid, « ex-République yougoslave de Macédoine », 13-14 juin
GLACY	Introductory course on Digital data forensics for LE and CERT (Basic Course) and additional support to national delivery of introductory judicial course , Manille, Philippines, 15-17 juin
CyberCrime@EAP II	Atelier sur la coopération internationale en cybercriminalité et preuve électronique à Erevan : exemples de contributions nationales au Centre de ressources en ligne sur la coopération internationale, Erevan, Arménie, 15-17 juin
GLACY	Mission consultative sur les systèmes de signalement de la cybercriminalité, combinée à un atelier sur les systèmes de signalement et la coopération interinstitutionnelle, ainsi que sur la coopération public-privé, Port Louis, Ile Maurice, 20-21 juin
GLACY	Live Data Forensics Training for LE and CERT (Advanced course) and Advanced judicial training , Manille, Philippines, 20-22 juin
GLACY/GLACY+	GLACY : réunions de bilan et rapports de situation actualisés et GLACY+ : mission d'évaluation initiale, Port Louis, Ile Maurice, 22-24 juin
GLACY	Judiciary Conference for Judges, Prosecutors and Public Defenders , Manille, Philippines, 23-24 juin
GLACY	Soutien à la réalisation de la formation Premiers répondants pour le personnel de police, Port Louis, Ile Maurice, 27-30 juin
GLACY	Visite d'étude au CERT du Sri Lanka et rencontre d'experts policiers/forensiques sur le benchmarking de services forensiques numériques et de procédures opérationnelles standard, Manille, Philippines, 27-29 juin
iPROCEEDS	Réunion du groupe de travail EMPACT, Vienne, Autriche, 27 juin–1 juillet
GLACY	Mission consultative sur les systèmes de signalement de la cybercriminalité, combinée à un atelier sur les systèmes de signalement et la coopération interinstitutionnelle, Rabat, Maroc, 29-30 juin
CyberCrime@EAP III	Study report on the situation with regard to public/private cooperation on cybercrime in the Eastern Partnership region , Rapport d'étude sur la situation concernant la coopération public-privé en matière de cybercriminalité dans la région du Partenariat oriental, juillet -septembre

juillet 2016

Cybercrime@Octopus	Passage en revue du projet de boîte à outil de la Banque mondiale sur la criminalité, conformément aux dispositions de la Convention de Budapest, Washington DC, USA, 4-22 juillet
Cybercrime@Octopus	Atelier : Des points de contact 24/7 efficaces pour la cybercriminalité Workshop, Canterbury, R.-U., 12-14 juillet
CyberCrime@EAP II	Atelier sur la coopération internationale en matière de cybercriminalité et de preuve électronique. Coopération des points de contact 24/7 avec les parties prenantes pertinentes et évaluation des dispositions légales et réglementaires applicables, Tbilissi, Géorgie, 18-19 juillet
GLACY	Contribution à la Conférence pour les magistrats régionaux sur La cybercriminalité et la preuve électronique, Johannesburg, Afrique du Sud, 18-19 juillet
GLACY	Formation judiciaire avancée et contribution à la Conférence sur La cybercriminalité et la preuve électronique, pour les magistrats de district, Johannesburg, Afrique du Sud, 18-21 juillet
GLACY	Atelier sur la finalisation du programme de formation judiciaire sur la cybercriminalité et la preuve électronique, Johannesburg, Afrique du Sud, 22-23 juillet
GLACY	L'efficacité de la législation sur la cybercriminalité et la preuve électronique mesurée par des statistiques (avec la participation de tous les pays GLACY), Rabat, Maroc, 27-28 juillet
Cybercrime@Octopus	Participation au 9ème Sommet annuel sur la Cybercriminalité et la Sécurité du réseau , New Delhi, Inde, 29 juillet

août 2016

iPROCEEDS	Mission consultative et atelier sur la fraude en ligne et autres mécanismes de signalement sur la cybercriminalité , Pristina, Kosovo* ¹³ , 3-4 août
GLACY/GLACY+	GLACY progress review meetings and updated situation reports and GLACY+ initial assessment mission , Colombo, Sri Lanka, 8-11 août
GLACY/GLACY+	GLACY progress review meetings and updated situation reports and GLACY+ initial assessment mission , Dakar, Sénégal, 15-18 août
GLACY/GLACY+	GLACY progress review meetings and updated situation reports and GLACY+ initial assessment mission , Manille, Philippines, 15-18 août Les Philippines avancent vers GLACY+
GLACY+	Analyse comparative de la Convention de l'Union africaine (Convention de Malabo) par rapport à la Convention de Budapest, étude documentaire, août
GLACY	Passage en revue ROM (Results Oriented Monitoring) du projet GLACY avec la participation de partenaires roumains, Bucarest, Roumanie, 22-26 août

¹³ Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution n°1244 du Conseil de sécurité des Nations-Unies et à l'avis de la Cour internationale de Justice sur la Déclaration d'indépendance du Kosovo.

GLACY	Formation judiciaire avancée sur la Cybercriminalité et la preuve électronique, Colombo, Sri Lanka, 31 août – 2 septembre
septembre 2016	
GLACY/GLACY+	GLACY : réunions de bilan et rapports de situation actualisés GLACY+ : mission d'évaluation initiale, Johannesburg, Afrique du Sud, 6-9 septembre
CyberCrime@EAP II	Workshop on procedural powers of the law enforcement and security agencies, including execution of requests received via 24/7 (atelier sur les pouvoirs procéduraux des services d'application de la loi et de sécurité, y compris concernant l'exécution de demandes reçues par le réseau 24/7), Kiev, Ukraine, 5-7 septembre Soutien la réforme de la législation sur la cybercriminalité en Ukraine
iPROCEEDS	Advisory mission and workshop for the setting up or improvement of reporting mechanisms , (mission de conseil et atelier pour l'établissement ou l'amélioration des mécanismes de signalement) Belgrade, Serbie, 7-8 septembre
CyberCrime@EAP III	Assessment visit to Ukraine to identify and assess the major regulatory obstacles to public-private cooperation in cybercrime and electronic evidence (visite d'évaluation en Ukraine pour identifier et évaluer les principaux obstacles réglementaires à la coopération public-privé en matière de cybercriminalité et de preuve électronique) Kiev, Ukraine, 8-9 septembre
iPROCEEDS	Participation à l'évènement Regional Internet Security Event (RISE), Helsinki, Finlande, 13-15 septembre
GLACY	Participation à la 4e édition de la Conférence « Cybersécurité en Roumanie », Sibiu, Roumanie, 15-16 septembre
CyberCrime@EAP II	Workshop on development of legal instruments on cybercrime and amendments to existing legislation , Minsk, Belarus, 15-16 septembre Atelier sur la Réforme de la Législation sur la cybercriminalité à Minsk , Belarus, 15-16 septembre
GLACY+	Participation au Symposium international « ASEAN Cyber Security and Cyber Crime Center: Possibility and Way Forward », Bangkok, Thaïlande, 15-16 septembre
Cybercrime@Octopus	Soutien à la finalisation de la boîte à outil de la Banque mondiale sur la cybercriminalité conformément aux dispositions de la Convention de Budapest, Washington DC, États-Unis, 15 septembre – 31 décembre
CyberCrime@EAP III	Second Regional Meeting on Improving public/private cooperation on cybercrime and electronic evidence in the Eastern Partnership region , Deuxième réunion régionale Minsk, Belarus, 19-20 Septembre
GLACY+	Missions d'évaluation initiale, Saint-Domingue, République Dominicaine, 19-22 septembre
GLACY	Soutien à la réalisation de la formation judiciaire initiale (au niveau national), Colombo, Sri Lanka, 24-26 septembre
Cybercrime@Octopus	Soutien à l'organisation de CyFy 2016 – la Conférence indienne sur la cyber-sécurité et la gouvernance de l'Internet, New Delhi, Inde, 28-30 septembre

CyberCrime@EAP II, iProceeds, GLACY+	Participation à la 4 ^e Conférence INTERPOL-Europol sur la Cybercriminalité « Solutions for attribution », Singapour, 28-30 septembre
Cybercrime@Octopus	Formation initiale sur la cybercriminalité et la preuve électronique, pour les juges et procureurs, Lima, Pérou, 29-30 septembre
iPROCEEDS	Mission de conseil et atelier pour l'établissement ou l'amélioration des mécanismes de signalement, Tirana, Albanie, 29-30 septembre